

Keenleyside, T.A., Leduc, L. and Murray, J.A., *Public Opinion and Canada-United States Economic Relations*, Canadian Institute of International Affairs, « Behind the Headlines », vol. XXXV, no 4, 1976, 26 p.

Paul Pilisi

Volume 9, Number 1, 1978

Les relations extérieures des communautés européennes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700845ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700845ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pilisi, P. (1978). Review of [Keenleyside, T.A., Leduc, L. and Murray, J.A., *Public Opinion and Canada-United States Economic Relations*, Canadian Institute of International Affairs, « Behind the Headlines », vol. XXXV, no 4, 1976, 26 p.] *Études internationales*, 9(1), 137–138. <https://doi.org/10.7202/700845ar>

## LIVRES

### I. COMPTES RENDUS

CSIKÓS-NAGY, Béla, *Socialist Price Theory and Price Policy*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1975, 371p.

Le D<sup>r</sup> Csikós-Nagy a fait un résumé analytique des débats soviétiques et est-européens sur le rôle des prix dans les systèmes socialistes. Il est très apte à la tâche, ayant travaillé à l'administration des prix en Hongrie et bien étudié les théories et les pratiques des marchés capitalistes contemporains. Les économistes de l'Ouest qui ont fait une étude spécialisée de ces débats donnent des explications mathématiques abstruses des formulations du scolasticisme marxiste. Le D<sup>r</sup> Csikós-Nagy a une manière plus simple et pragmatique. Ses traducteurs ont trouvé une terminologie particulière qu'ils utilisent avec une uniformité admirable. Il faut lire quelques pages pour s'y accoutumer.

Le grand mérite du livre est de démontrer que, depuis la mort de Staline, les économistes des pays socialistes se sont fourni péniblement des moyens intellectuels pour décrire et discuter avec précision le comportement et le fonctionnement des prix sous les divers systèmes de planification socialistes. On peut manipuler les prix comme moyen indirect de l'exécution du plan : on peut laisser fonctionner les prix comme moyen d'ajustement autonome de l'économie aux effets imprévus des décisions planifiées ; ou on peut se servir des prix non seulement pour le calcul, mais aussi comme source d'informations déterminantes pour le choix des buts de la planification. Si l'État veut planifier la structure future de l'économie, le choix des investissements à faire doit arriver en grande partie par décision politique, et des manipulations des prix en seront une conséquence. Jusqu'à quel point peut-on aller dans ce sens sans vicier les autres fonctions du système des prix ? Le D<sup>r</sup> Csikós-Nagy n'aborde guère

cette question, pour laquelle l'expérience hongroise doit avoir une grande importance, mais il rejette explicitement l'idée stalinienne selon laquelle le plan peut se réaliser par la régulation directe de la production, les prix ayant un caractère opératif pour les biens de consommation et non pas pour les biens de production (p. 116).

Dans chaque pays du *Comecon* l'État règle les prix pour ses propres fins et selon son propre système. Dans le commerce entre ces pays il n'y a aucune autorité régulatrice et les prix doivent être justes. On n'a rien trouvé de plus équitable que les prix des marchés capitalistes internationaux, mais les marchés capitalistes sont très imparfaits. Selon l'Accord de Bucarest de 1958, les prix mondiaux capitalistes doivent être purifiés par un calcul des irrégularités attribuables, par exemple, à l'oligopolie avant que les pays du *Comecon* ne les adoptent dans les contrats entre eux. La dernière section du livre s'occupe des problèmes d'exécution de l'Accord.

H. R. C. WRIGHT

*Économique.*  
*Université McGill*

KEENLEYSIDE, T. A., LEDUC, L. and MURRAY, J. A., *Public Opinion and Canada-United States Economic Relations*, Canadian Institute of International Affairs, « Behind the Headlines », vol. XXXV, n° 4, 1976, 26p.

Cet article, dont on souligne la valeur documentaire, représente une synthèse de l'évolution de l'opinion publique du sujet traité. Entre les deux guerres et après la Seconde Guerre mondiale, l'opinion publique canadienne, à quelques exceptions près, approuvait dans une proportion majoritaire la conduite du gouvernement fédéral en matière de politique extérieure.

Les relations spécifiques existant entre le Canada et les États-Unis commencent à être perçues, dès les années cinquante, comme des rapports de dépendance surtout sur le plan économique. Cependant, une large majorité de l'opinion publique des années cinquante considère cette dépendance relativement bénéfique au Canada. Vers la fin des années soixante, on constate que non seulement l'opinion publique mais également le gouvernement fédéral réagissent différemment aux attitudes des années cinquante. Cette dépendance canadienne est perçue comme nuisible aux intérêts économiques et politiques propres au Canada, désireux d'affirmer son identité face à son puissant voisin du Sud.

La politique de diversification des relations canadiennes s'exprime dans la fameuse « troisième option » ayant pour objectif de l'étendue des relations économiques et commerciales avec l'extérieur. Cette diversification à long terme devra minimiser la vulnérabilité du Canada vis-à-vis de l'extérieur. En outre, cette politique gouvernementale bénéficie de la faveur de l'opinion publique canadienne.

À cause de sa grande valeur documentaire et de son esprit de synthèse, cet article serait utile à tous ceux qui s'intéressent aux relations canado-américaines.

Paul PILISI

*Département de science politique,  
Université Laval*

LAMB, Helen B., *Studies on India and Vietnam*, Monthly Review Press, New York, 1976, 267p.

Ce livre renferme pratiquement tous les essais et tous les articles qu'entre 1954 et 1975 Helen Lamb a publiés sur le Viêt-nam et l'Inde. Économiste de formation, elle a travaillé durant les années cinquante au MIT (Institut de technologie du Massa-

chusetts) comme recherchiste pour leur projet indien. Ainsi ses écrits concernant l'Inde occupent les deux tiers du livre et ont été rédigés durant cette même période. Lorsque le mouvement contre la guerre du Viêt-nam a pris de l'ampleur aux États-Unis, la participation d'Helen Lamb s'est accrue au sein du Mouvement pour la paix et les droits civils. De plus, ses essais et ses articles illustrent bien la piètre performance des États-Unis dans le Sud-Est de l'Asie.

Les essais d'Helen Lamb convergent sur deux thèmes. Le premier met en lumière les effets et les problèmes causés par la domination britannique en Inde, et auxquels le gouvernement du Congrès a dû faire face après l'indépendance. Le deuxième traite du développement de la classe capitaliste indienne et surtout de la croissance des entreprises de l'État telles Parsis, Gujrat et Marwaris. Ces essais démontrent une profonde réflexion et un grand savoir : l'un d'entre eux, « The Indian Business Communities », fut publié en 1955 dans la revue *Pacific Affairs*. Les étudiants d'économie, sociologie et politique de l'Inde peuvent y trouver des pensées et des faits intéressants portant sur la conduite de l'économie par l'État et sur la classe industrielle en Inde. On n'y retrouve aucun des modèles mathématiques et statistiques qui foisonnent dans les écrits contemporains sur le développement économique et qui se révèlent totalement incompréhensibles pour des non-initiés. Un certain nombre de tableaux viennent toutefois appuyer ses conclusions. Helen Lamb démontre, entre autres, qu'« en dépit de l'inquiétude suscitée par le nouveau gouvernement quant à ses actes et ses réglementations reflétant un *pattern* socialiste, il est important de constater que plusieurs mesures ont été prises afin de promouvoir et d'aider l'entreprise indienne » (p. 153).

Bien qu'ils fassent preuve d'un jugement avisé et exact, ces essais et articles sur le Viêt-nam ne sont pas aussi détaillés et érudits que ceux sur l'Inde. Comme dans